

ouverte+ souveraine+

Parlement suisse
CH - 3003 Berne

15 septembre 2021

Une large alliance des milieux scientifiques, économiques, culturels et de la société civile demande le déblocage rapide de la contribution à la cohésion, et la reconnexion de la Suisse aux programmes de coopération européens

Mesdames les Conseillères aux Etats, Messieurs les Conseillers aux Etats,
Mesdames les Conseillères nationales, Messieurs les Conseillers nationaux,

Aujourd'hui, notre pays est traité comme un « pays tiers non associé » dans les trois grands programmes de coopération européens relatifs à la recherche (Horizon Europe), à l'éducation (Erasmus+) et à la culture (Europe créative), et demeure ainsi exclu de participations essentielles. Cette situation est dramatique. Jusqu'en 2013, la Suisse a participé à ces trois programmes et les a utilisés avec beaucoup de succès.

Le paysage de la recherche suisse, en particulier, souffre. Le nombre de projets européens comptant la participation suisse s'était déjà effondré en 2014, et la conduite de ces projets depuis notre pays était même devenue impossible. Aujourd'hui encore, les chercheurs suisses ne peuvent plus soumettre de demandes individuelles pour les subventions très convoitées du Conseil européen de la recherche (CER). La perte de ces réseaux et de ces sources de financement affecte non seulement les EPF et les universités, mais aussi les hautes écoles spécialisées ainsi que les nombreuses entreprises concernées. La Suisse pourrait être en mesure de combler un ou deux déficits de financement par des mesures de rattrapage. Mais cela ne peut compenser les opportunités de mise en réseau tout aussi précieuses ainsi que la possibilité pour les jeunes chercheurs de constituer et de diriger leurs propres équipes de projet à partir d'ici, grâce aux subventions CER.

L'échec des négociations sur un accord-cadre a encore aggravé le blocage de la politique européenne de la Suisse. Il est d'autant plus important aujourd'hui de normaliser, autant faire se peut, les relations bilatérales avec l'UE. C'est la raison pour laquelle l'alliance « ouverte+souveraine » - représentée par des organisations issues du monde de la science, de l'économie, de la culture, de la politique et de la société - demande au Parlement suisse d'approuver le plus rapidement possible la deuxième

contribution à la cohésion. Aidez-nous à améliorer une situation déjà difficile. Nous avons maintenant besoin de vos votes clairs pour que le Conseil fédéral fasse tout son possible pour que la Suisse puisse à nouveau participer aux trois grands programmes de coopération en tant que partenaire pleinement associé. Faire cavalier seul n'est pas une solution.

Avec nos cordiales salutations
ouverte+souveraine – l'alliance pour une politique européenne constructive

51 organisations de l'alliance « Pour une Suisse ouverte+souveraine » soutiennent cette lettre :

